



PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne

Unité Territoriale 21

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

S.A.R.L BABOUEILLARD Michel

Commune de COULMIER LE SEC

Le Préfet de la Région Bourgogne

Le Préfet de la Côte-d'Or

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5,

Vu l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation délivré le 24/10/2002, muté le 17 juin 2003 au profit de la S.A.R.L BABOUEILLARD Michel pour l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de COULMIER LE SEC, lieu-dit « Aux Bouchots des Lanvignes » concernant la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu les articles 2.1, 15 et 42 de l'Arrêté Préfectoral du 24/10/2002 susvisé,

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement, transmis à l'exploitant par courrier en date du 15 avril 2015, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement,

Considérant que lors de la visite, en date du 3 avril 2015, l'Inspection des Installations Classées a constaté les faits suivants :

- L'exploitation de la carrière se poursuit sur des terrains qui se situent à l'extérieur du périmètre autorisé (article 2.1),
- La quantité de blocs commercialisés dépasse régulièrement la quantité maximale autorisée annuellement (article 2.1),
- La carrière n'est pas ceinturée par un dispositif dissuasif formant obstacle (article 15),
- Le plan d'exploitation n'est pas tenu à jour (article 42).

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 2.1, 15 et 42 de l'Arrêté Préfectoral du 24/10/2002 susvisé,

.../...

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la S.A.R.L BABOUILARD Michel de respecter les prescriptions des articles 2.1, 15 et 42 de l'Arrêté Préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or,

A R R Ê T E

Article 1 - La S.A.R.L BABOUILARD Michel, exploitant d'une carrière à ciel ouvert au lieu-dit « Aux Bouchots des Lanvignes » sur la commune de COULMIER LE SEC, est mise en demeure de respecter, dans les délais précisés ci-dessous, les prescriptions suivantes de l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation du 24/10/2002 :

- Dans un délai d'une semaine à compter de la notification du présent arrêté : article 2.1 (en respectant la production maximum autorisée et en régularisant l'exploitation en dehors du périmètre autorisé).
- Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté : article 15 (en ceinturant l'exploitation par un dispositif faisant obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules), article 42 (en produisant un plan d'exploitation à jour).

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 n'était pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales susceptibles d'être engagées, les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement pourront être prises à l'encontre de l'exploitant.

Article 3 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- Par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent Arrêté,
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 - La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or, M^{me} la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Bourgogne, M le Maire de COULMIER-LE-SEC sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée à :

- ✓ M^{me} la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Bourgogne
- M. le Directeur des Archives Départementales
- M. le Directeur de la SARL BABOUILARD Michel
- M. le Maire de COULMIER-LE-SEC

Fait à DIJON, le **19 MAI 2015**

LE PRÉFET
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale,


Marie-Hélène VALENTE